

**ATTENTAT****ISLAMISME À L'ÉCOLE****Ces enseignants brisent l'omerta**

Choqués par la mort d'un des leurs, plusieurs professeurs nous ont confié ce qu'ils vivent en classe.

PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU,
VINCENT MONGAILLARD,
EMILIE TORGEMEN

SANS ÊTRE UNE GÉNÉRALITÉ

en France, les incidents de cours et les tensions de préaux mettant en cause la laïcité semblent bien plus nombreux que ce que donnent à voir les statistiques officielles. A savoir que 935 cas d'entraves aux valeurs de la République ont été remontés entre septembre 2019 et mars dernier, selon le bilan publié il y a une semaine par l'Éducation nationale à la Sorbonne, à l'endroit même où sera rendu aujourd'hui l'hommage national à Samuel Paty.

Dimanche à Paris, place de la République, s'élevait déjà une musique dissonante parmi les enseignants qui entonnaient « la Marseillaise » : la sensation de se retrouver seuls face aux coups de boutoir des religions – et notamment de l'islam – contre les portes des salles de classe.

Quel est le petit de l'âne ? Le mâle de la truie ? En posant ces questions, Aurélie*, maî-

resse de CM1 dans une école du Val-d'Oise, ne pensait pas s'attirer des problèmes. « Mais au moment de dire *cochon*, personne dans la classe n'a voulu répondre, et le lendemain, un père a mis un mot dans le carnet de son fils me disant que je ne devais pas obliger les enfants à prononcer des mots interdits », raconte l'enseignante, éberluée que l'islam ait pu être invoqué pour une séance de vocabulaire sur les animaux.

Des cours sur la théorie de l'évolution font polémique

Choquée, l'instit n'a pourtant rien dit à sa hiérarchie. « Pour quoi faire ? Je sais qu'elle ne me soutient jamais », balaie-t-elle d'un revers de main. « Plusieurs élèves m'accusent d'être raciste, un garçon de 10 ans est venu me voir la semaine dernière en disant *Vous favorisez les Blancs...* J'ai eu une altercation avec les papas de ces élèves vendredi, juste avant les vacances... » Quelques heures plus tard, elle ap-

prenait la décapitation de Samuel Paty. « Je n'en dors plus la nuit, j'y pense tout le temps », confie Aurélie.

Marie* estime que la situation s'aggrave « depuis environ sept ans », dans le collège de l'Essonne où elle enseigne la SVT depuis deux décennies. Dans cet établissement situé « dans un quartier sensible », les cours sur la théorie de l'évolution ne passent plus. Il y a quelques semaines encore, un élève lui a lancé : « Ce que vous dites est faux, et je vous préviens, ce ne sera pas la peine de venir nous parler de votre Darwin. » C'était la troisième fois depuis septembre que des collégiens la mettaient en garde de cette manière, en citant le savant anglais. Marie ne s'en offusque plus, comme elle ne s'étonne plus qu'après chaque cours sur la sexualité un élève passe près de son bureau en lui soufflant qu'elle « devrait avoir honte ».

« *Vous les Français, vous aimez trop parler de cela (NDLR : la sexualité) : cette phrase-là est un classique, je*



l'entends tous les ans, comme je m'entends dire *De toute façon, vous êtes contre ma religion* », explique l'enseignante, qui « gère » en multipliant les interventions sur la différence entre science et croyance.

Certaines jeunes filles, qui refusaient de coller dans leur cahier les schémas sur l'appareil reproductif féminin ou masculin, lui ont expliqué leurs raisons : « Je ne peux pas ouvrir cela chez moi ! Devant mes parents ! Mon père va me frapper ! » Marie leur a fait une concession, par souci de protection : « Je leur demande d'apprendre la leçon, et leur propose de laisser le cahier en classe, ou de ne pas coller la feuille. »

Elle a aussi eu maille à partir avec un ado de 3^e, agressif après qu'elle lui a fait remarquer qu'il n'était « pas supérieur aux filles ». « Il m'a fait des menaces à mots couverts, que je n'ai pas laissées passer : j'ai convoqué les parents, rappelé la charte de la laïcité qu'ils avaient signée en début d'année, et ça s'est calmé. »

Bruno, prof d'histoire-géo depuis une trentaine d'années, et connaisseur d'établissements difficiles en Ile-de-France, évoque « des jeunes formés et déformés par les imams du quartier ». Il se rappelle un élève soutenant mordicus que « les cathédrales de France ont été construites par des immigrés musulmans. J'avais beau lui expliquer qu'au Moyen Âge il n'y avait pas d'immigrés, rien ne surpassait la parole de son imam », se désolait-il encore.

De ses années à enseigner en banlieue, Bruno a tiré un livre titré « Considérations inconvenantes sur l'école, l'islam et l'histoire à l'heure de la mondialisation », publié à

compte d'auteur en 2015. Il y rapporte comment un professeur a été convoqué au rectorat puis « suspendu à titre conservatoire » pour avoir constitué un dossier sur des élèves qui ne le laissaient pas faire cours sur le catholicisme au nom du « djihad ». « Ce professeur, c'était moi, confie-t-il aujourd'hui. Je ne l'ai jamais dit. Mes collègues ne m'ont pas soutenu, ils se sont contentés de blaguer sur mes vacances anticipées. » L'affaire, qui a fini devant un juge, se déroulait il y a dix ans mais l'enseignant, en poste dans un lycée huppé, est convaincu que la situation n'est pas différente maintenant. Arnaud, membre du collectif des Stylos rouges, se souvient d'une visite agitée du Quartier latin, avec ses élèves d'un lycée du Val-de-Marne, il y a six ans. « On visitait le lycée Henri-IV, et quand j'ai dit à mes élèves que c'était un ancien couvent, quelques-uns sont sortis », raconte-t-il. Même réflexe au moment d'admirer les orgues d'une église. De retour dans son lycée, Arnaud dit avoir alerté la proviseuse : « Elle m'a répondu qu'il ne fallait pas s'en offusquer. »

« Voilà plusieurs années que, face à des situations tendues, le premier réflexe est que ça ne s'ébruite pas. Ça me met en colère ! » grince William, prof de physique. « Le double discours du ministre qui promet de l'action alors qu'il ne fera rien me met hors de moi. Les profs continueront d'être seuls », s'emporte Bruno Modica, porte-parole de l'association professionnelle de profs d'histoire-géo, Clionautes. « Mon premier signalement pour radicalisation remonte à 1991. J'enseignais alors à Tourcoing (Nord) où j'ai

eu Lionel Dumont, premier djihadiste français aujourd'hui en prison », retrace ce vieux briscard qui estime que la consigne n'a pas changé : « On a fait le choix de tout mettre sous le tapis. »

Sur le papier pourtant, des dispositifs ont été créés pour recenser les entraves à la laïcité, et pour former et épauler les enseignants. « S'ils rencontrent un problème, ils doivent le signaler, ils seront aidés », répète sur tous les tons le ministre de l'Éducation nationale depuis trois ans, et hier encore à l'antenne de BFM.

* Le prénom a été changé.



Voilà plusieurs années que, face à des situations tendues, le premier réflexe est que ça ne s'ébruite pas

WILLIAM, ENSEIGNANT DE PHYSIQUE



Paris, place de la République, dimanche. Les enseignants crient en avoir assez de se censurer.